

Tribune socialiste

N° 340 / 21 SEPTEMBRE 1967 / PRIX 0,70 F

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



**En
toute clarté**

Christian Guerche

**L'école
de la terre**

Jean-Lucien Aguié

**Cette
Allemagne
qui bouge**

Jean-Marie Vincent

**L'infaillible
victoire
du F.N.L.**

Pierre Naville

**Le "Living
Theatre"
s'explique**

Emmanuelle Stein



**MENDÈS ATTAQUE DEBRÉ
votre budget c'est le chômage**

□ O.U.A. : les maux de l'Afrique

C'est à Kinshasa (ex-Léopoldville) que s'est tenue la 5^e Conférence des chefs d'Etat appartenant aux pays membres de l'Organisation de l'Unité africaine. Née avec beaucoup d'espoirs — mais peut-être beaucoup trop d'illusions — en mai 1963 à Addis-Abéba, l'O.U.A. au fil de ses rencontres au sommet n'a fait que refléter les difficultés croissantes qui ont fait place en Afrique à l'euphorie de l'indépendance.

Quelle que soit la valeur du concept d'unité africaine qui est loin d'être négligeable il fallait être naïf pour s'imaginer que les problèmes de l'Afrique trouveraient solution à partir d'une institution dont le caractère diplomatique ne pouvait qu'édulcorer et qu'effleurer les véritables obstacles et contradictions des nouvelles nations africaines.

Quoi qu'il en soit, sans revenir sur les récentes années qui ont été ce que nos lecteurs connaissent, il était intéressant d'observer ce que cette 5^e session allait donner, alors que le choix même de Kinshasa ne laissait pas d'inquiéter, au point que l'affrontement entre le régime du général Mobutu et les mercenaires permettait de supposer que la réunion n'aurait même pas lieu.

Elle se tint cependant, les dirigeants absents étant plus nombreux que les présents, encore que la participation significative de U Thant soit venue rehausser un aréopage passablement en perte de vitesse. On pourrait tout à loisir discuter de l'ambiguïté du gouvernement congolais qui recevait, cela équivaudrait d'ailleurs à peser les mérites et les erreurs des divers régimes actuellement en vigueur en Afrique.

Finalement nous croyons plus positif de souligner une démarche, qui, pour modérée qu'elle fut, n'en a pas moins tenté une approche des difficultés qui sont au centre de la conjoncture africaine. A ce titre le déclin de l'unité africaine correspond paradoxalement avec une certaine lucidité qui mérite attention. Passons sur la résolution concernant la volonté de se débarrasser des 200 à 300 mercenaires blancs qui menacent le Congo (ce danger en dit long sur la vulnérabilité de l'Afrique). Par contre le souci de s'attaquer aux contestations de frontières entre pays africains témoigne d'un effort louable : c'est le cas par exemple entre le Kenya et la Somalie ; le conflit entre la Côte-d'Ivoire et la Guinée renvoie à des antagonismes politiques d'une plus grande portée.

Du moins vouloir remédier aux conséquences de la "balkanisation" de l'Afrique constitue un préalable au progrès du continent : les intérêts y parviendront-ils ? Surmonteront-ils des chauvinismes naissants entretenus par des bourgeoisies "nationales" et bien entendu par les interventions du néo-colonialisme ? La question n'est pas prête d'être résolue.

Cependant la volonté de soutenir le gouvernement central de la Fédération du Nigeria contre la sécession du Biafra indique que l'on ne veut pas remettre en cause les fragiles structures étatiques héritées de la colonisation. L'intention serait d'autant plus réaliste si l'on recherchait à extirper les racines du mal : les oppositions ethniques sont une réalité, l'unité nationale doit en tenir compte. A cette occasion, on ne peut que déplorer, s'agissant du Nigeria, la pratique des grandes puissances, U.R.S.S. incluse, qui alimentent les haines par des aides en armement qui ne sont pas seulement d'origine idéologique.

C'est avec surprise que l'on a vu le 5^e sommet de l'O.U.A. réclamer la libération des territoires arabes occupés par l'armée israélienne. L'intervention de la Mauritanie et du Soudan y sont pour beaucoup, et peut-être celle de U Thant. N'oublions pas que l'Egypte appartient à l'Afrique. En dépit de la faiblesse présente de l'Afrique et des réticences des modérés dans l'adresse à Israël, on n'en mesurera pas moins sur quelle pente dangereuse à terme s'oriente la politique israélienne à la suite de sa victoire de juin. Le choix d'Alger pour le prochain sommet en septembre 1968 doit être également entendu sous cet angle.

Enfin il semble que les membres de l'O.U.A. se soient orientés vers une politique de soutien plus effective aux mouvements de libération des pays sous le joug de l'apartheid. Cela correspondrait assez au sentiment que ces mouvements sont en passe d'affirmer sur le terrain leur volonté de libération. Dans les mois qui viennent il faudra suivre de près et l'action de ces mouvements et la nature réelle de l'aide des pays "indépendants" qui de toute manière ne le seront pas réellement tant que l'apartheid sera toléré. □

□ Du nouveau en Rhodésie

Dans une déclaration conjointe publiée à Alger et lors d'une conférence de presse tenue à Lusaka par Olivier Tambo, président du Congrès national africain, et James Chikkerema, vice-président de l'Union des peuples africains Zim-

babwe, les mouvements de libération sud-africain (A.N.C.) et rhodésien (Z.A.P.U.) ont décidé de faire cause commune pour lutter contre les forces actuellement au pouvoir dans leur pays respectif.

Des combats sanglants ont eu lieu à la frontière de Zambie (ex-Rhodésie du Nord) près de Wankie.

Ces informations étaient confirmées par M. Ian Smith lors de sa conférence de presse du 11 septembre dernier à Salisbury, indiquant que des véhicules blindés de la police sud-africaine ont participé aux côtés des forces de sécurité rhodésienne, à la lutte antiguerilla.

Cette situation met dans l'embaras le gouvernement de Grande-Bretagne vis-à-vis des pays africains du Commonwealth.

Les sanctions économiques décidées par M. Wilson contre la Rhodésie (ainsi que l'embargo contre l'Afrique du Sud, décidé par l'O.N.U.) ont échoué. Le capitalisme international, anglais principalement, ne peut sérieusement combattre un système économique particulièrement rentable, sans s'attaquer à sa propre structure.

Si on se réfère aux statistiques officielles que vient de publier l'O.C.D.E. :

- en ce qui concerne la France, son commerce global avec la Rhodésie qui était de 650.000 dollars en février 1967, diminue en mai : 260.000 dollars (uniquement des exportations, les importations étant nulles) ;
- en revanche les Etats-Unis augmentent leur commerce (progression constante depuis 1961), à un niveau deux fois supérieur à la France ;
- pour sa part l'Allemagne fédérale accroît ses échanges et devient deuxième partenaire commercial, après l'Afrique du Sud (ses échanges au mois de mai ont été dix fois supérieurs au commerce franco-rhodésien) ;
- parmi les autres membres de l'O.C.D.E., les Pays-Bas, la Suisse, bien entendu le Portugal, accroissent leurs échanges ;
- le Japon occupe la troisième place derrière l'Allemagne fédérale ;
- quant à la Grande-Bretagne son commerce avec Salisbury a sensiblement diminué, mais ses exportations vers l'Afrique du Sud se sont accrues en un an de près de moitié.

Il convient également de signaler la fourniture d'avions italiens, par l'intermédiaire de l'Afrique du Sud.

Tribune Socialiste
Hebdomadaire du
Parti Socialiste Unifié

Directeur Politique
Christian Guerche

Directeur adjoint
Claude Glayman

Rédacteur en chef
Eric Bergaire

Administration :
54, boulevard Garibaldi
Paris-15^e - SUF. 19-20

Publicité générale au Siège
de l'administration

Publicité littéraire :
22, rue de Grenelle
Paris-6^e

Abonnements :
C.C.P. Paris 58 26 65
6 mois 18 F - 1 an 35 F
Soutien à partir de 70 F
Changements d'adresse : 1 F
Directeur de la Publication :
Roger Cérat

MORIAME - PARIS 1967

Suivant les chiffres publiés par Salisbury, le produit national brut qui avait baissé en 1966, augmente dans le deuxième semestre 1967. L'indice de production industrielle (100 en 1963) passe à 107,8 pour le premier trimestre, 119,4 pour le second.

Le gouvernement anglais a donc renouvelé le dialogue avec Mr. Smith, par le truchement du gouverneur général sir Humphrey Gibbs (faisant suite à la mission effectuée par lord Alport cet été en Rhodésie). Dans une note remise à la haute commission britannique à Lusaka, la Zambie demande à Londres de recourir à la force pour renverser le gouvernement rebelle de I. Smith et chasser les envahisseurs blancs d'Afrique du Sud. La Grande-Bretagne a protesté auprès du gouvernement de Pretoria... □

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom

Prénom

Adresse

.....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du PSU, 81, rue Mademoiselle, Paris (15^e).

Vietnam

Le F.N.L. : vers la victoire totale

Pierre Naville

A la fois pour répondre au bluff de l'élection d'un président et d'un vice-président de la République et d'une Assemblée nationale du Sud-Vietnam, et pour préciser ses objectifs, le Front National de Libération du Sud-Vietnam vient de publier un nouveau programme politique adopté par un congrès extraordinaire qui s'est tenu avant les élections.

Ce programme développe et complète celui qui avait été adopté le 20 décembre 1960, et la déclaration faite le 15 août 1962.

Le programme qui vient d'être publié rend un son beaucoup plus radical. Le F.N.L. y affirme sa détermination de vaincre, militairement, politiquement et socialement, en exigeant l'autodétermination du peuple vietnamien, sans aucune interférence étrangère.

Ce programme est déjà un manifeste de gouvernement, celui d'un pouvoir établi qui mène à la victoire une guerre de libération nationale. Il établit, face aux promesses américaines et aux prétentions des généraux Thieu et Ky, ce qu'un nouveau pouvoir populaire veut réaliser.

Le F.N.L. affirme trois déterminations essentielles : mener la guerre de libération contre les Américains à son terme, unir toutes les couches sociales du Vietnam contre l'agresseur étranger, et réaliser des réformes sociales qui permettront la réunification du pays. Il est caractéristique que ce long document ne demande à aucun moment le retour aux Conventions de Genève.

*« Unique représentant
authentique
du Sud-Vietnam »*

Le F.N.L. déclare en effet qu'il est « l'unique représentant authentique » de la population du Sud-Vietnam, et que grâce à son action « notre peuple est en train de remporter des victoires, il garde l'initiative des opérations et est sur l'offensive ». Le programme développe ensuite longuement ce thème : « Unir tout le peuple, lutter contre l'agression américaine pour le salut national ». Il fait le bilan des trois ans de guerre américaine : « battus dans

la guerre spéciale, ils sont passés à la guerre locale avec utilisation aux fins d'agression dans le Sud, de plus d'un demi-million de troupes américaines et satellites et de plus d'un demi-million d'hommes de l'armée fantoche. En même temps, ils ont déclenché une guerre de destruction contre le Nord ». Malgré cela, depuis 1965, « nos forces armées et notre population ont continuellement remporté de grandes victoires, brisé coup sur coup deux contre-offensives stratégiques de saison sèche, battu plus d'un million d'ennemis... Les régions libérées, qui ne cessent de s'élargir, s'étendent maintenant sur les quatre cinquièmes du territoire, avec les deux tiers de la population. Une administration nationale et démocratique est en train de prendre forme et une vie nouvelle de se bâtir ». Ces affirmations font écho à bien des constatations faites par des observateurs américains lucides, qui admettent que l'autorité des U.S.A. ne se manifeste que dans les lieux où ils sont directement présents.

Dans ces conditions, le programme fait appel à une « large union nationale, pour se battre résolument afin de faire échec à la guerre d'agression américaine, renverser l'administration fantoche, instaurer une administration d'union nationale et de large démocratie, réaliser un Sud-Vietnam indépendant, démocratique, pacifique, neutre et prospère, s'acheminant vers la réunification de la patrie. » Il propose « à toutes les forces qui, pour une raison ou pour une autre, n'adhèrent pas au Front, l'action concertée contre les ennemis communs — les agresseurs américains et leurs valets ». Il ajoute que cette « guerre de résistance contre l'agression américaine fait partie de la lutte intégrante, de la lutte révolutionnaire des peuples du monde entier ».

*Un programme social
de transition*

Le F.N.L. développe ensuite le programme économique et social qu'il propose aux pays et à ses différents groupes sociaux. Il s'agit d'un programme transitoire, qui permet aux deux catégories de rejoindre la lutte unifiée contre l'envahisseur.

Il vise à « renverser l'administration fantoche », il refuse de « recon-

naître l'Assemblée nationale fantoche », il veut « abolir la Constitution et toutes les lois antinationales et antidémocratiques ». Il propose d'organiser des élections libres à une Assemblée qui « sera l'organe d'Etat doté du pouvoir suprême » et élaborera une nouvelle Constitution. Il demande la formation d'un gouvernement « d'union nationale et démocratique » groupant les personnes les plus représentatives de toutes les couches populaires, de toutes les nationalités, de toutes les religions, de tous les partis patriotiques et démocratiques... »

Il demande l'édification « d'une économie indépendante et souveraine » et la confiscation de tous les biens des Américains et de leurs agents, la création d'une banque d'Etat, la confiscation ou le rachat des terres, et leur redistribution garantie aux paysans travailleurs, associés ou non. Le programme met en même temps une certaine insistance à affirmer que le nouveau pouvoir garantira les propriétés : « protéger le droit de propriété des citoyens sur les moyens de production et sur d'autres biens en conformité des lois de l'Etat... Encourager la bourgeoisie industrielle et commerçante à contribuer au développement de l'industrie, de la petite industrie et de l'artisanat... Réaliser la liberté d'entreprise profitable à la nation et au peuple... Reconnaître et protéger le droit de propriété sur les terres distribuées aux paysans... Respecter le droit de propriété légitime sur les terres de l'Eglise, de la Pagode et du Saint-Siège caodaïste... » Ces garanties — au moins pour une période transitoire — s'entourent d'autres garanties en faveur des salariés. Le programme prévoit la journée de 8 heures, des assurances sociales, un « salaire rationnel », l'interdiction de l'usure et « la réduction de la rente foncière là où les conditions ne sont pas encore réunies pour la réforme agraire », des tarifs douaniers protecteurs.

C'est un programme de rassemblement, qui devrait évidemment être modifié lorsque l'unification du pays deviendra possible. Pour le moment, il touchera les artisans, petits paysans et intellectuels, plutôt que les « industriels » vietnamiens ou la hiérarchie ecclésiastique (surtout catholique), enfoncés jusqu'au cou dans des affaires véreuses d'une ampleur incroyable avec les Américains. Le F.N.L. ne doit pas se faire beaucoup d'illusions sur la possibilité de rallier à la guerre de libération nationale une bourgeoisie qui vit maintenant dans sa très large majorité des largesses du budget américain.

*« Edifier de puissantes
forces armées de libération »*

Aussi bien le programme insiste-t-il surtout sur la nécessité de renforcer des moyens de combat. Il rap-

pelle que les Forces Armées de Libération du Sud-Vietnam comprennent les unités de forces principales, les troupes régionales et les unités de milice et de guérilla. La mobilisation s'intensifie, et doit atteindre toutes les couches populaires. Le F.N.L. proclame aussi qu'il faut élargir le soutien aux familles des combattants, améliorer les services de santé, pratiquer l'égalité des groupes ethniques, et mener une politique suivie pour détacher des forces américaines tous les transfuges possibles.

Le programme préconise ensuite la réunification « graduelle » du Vietnam tout entier, dont il affirme l'unité indestructible, par des négociations entre les deux zones.

Ce programme est une réponse à tous ceux qui cherchent un « compromis » sur le dos du peuple vietnamien, au profit de l'agression américaine. Le F.N.L. y affirme plus fortement qu'il ne l'avait jamais fait sa détermination de lutter jusqu'à la victoire : « Nous sommes en train de vaincre et nous remporterons infailliblement la victoire totale », proclame-t-il.

Johnson a répondu par l'intensification des bombardements et destructions au Vietnam du Nord. Son administration militaire prétend aussi ériger une barrière sur le 17^e parallèle, au Sud de la zone démilitarisée. Mais toutes ces entreprises se heurtent au fait que représente la détermination du F.N.L. à l'intérieur même du Sud-Vietnam. Mac-Namara avait découvert il y a quelques semaines que « la solution se trouvait au Sud-Vietnam », et non dans les bombardements de Hanoï et de Haï-phong. Il pensait au résultat des élections. Maintenant que ces élections sont passées, sans effet sur la population, sauf d'avoir montré l'ampleur du mouvement protestataire civil contre les chefs militaires, le F.N.L. lui oppose sa propre force populaire, et se déclare le seul gouvernement capable de mener la lutte libératrice à son terme.

Personne aujourd'hui dans le mouvement socialiste international ne peut s'abriter derrière la recherche de « négociations » pour refuser son appui total au F.N.L. Si l'heure des négociations doit sonner, c'est seulement lorsque le gouvernement américain cessera de bombardier le Nord-Vietnam, lorsqu'il décidera de rembarquer ses troupes, et qu'il comprendra que c'est au F.N.L. à prendre en mains les destinées du pays. □

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

PERSONA (Suédois)
(V. O.)

□ La campagne d'Yves Le Foll

Yves Le Foll a été invalidé. Les lecteurs de T.S. le savent déjà. Mais on sait aussi que le Conseil constitutionnel n'a aussi retenu aucune accusation de fraude et que l'on reconnaît seulement quelques irrégularités comme il s'en produit dans toutes les élections. La vérité, c'est que le pouvoir voulait récupérer son siège. Trente-cinq voix de différence, en effet, c'est peu. On avait cependant validé François Gerbaud avec seulement 18 voix d'écart à Châteauroux, et malgré des fraudes parfaitement manifestes.

L'U.N.R. ayant réussi à forcer la main de sa justice, encore fallait-il le siège : elle fait donner l'artillerie lourde. Quatre ministres se déplacent. Dans ces conditions, notre camarade Yves Le Foll reçoit le soutien unanime de toute la gauche. Cette semaine, Pierre Mendès France parle à Saint-Brieuc mercredi; François Mitterrand à Lamballe jeudi 21; le secrétaire national du P.S.U., Michel Rocard, était à Erquy samedi 16. Celui lui a permis de constater combien la population était indignée de la scandaleuse attitude de l'U.N.R. Le représentant local de ce parti n'a osé défendre aucun programme, il n'a parlé que du code électoral devant une salle qui tout entière et chaleureuse se ralliait au candidat de la gauche. Dans quatre autres bourgs, le même soir, la fédération des Côtes-du-Nord organisait des réunions, ou la contradiction au ministre, ce soir-là Bourges, qui venait soutenir Richet.

Aux avant-postes du combat pour la victoire commune de toute la gauche, Yves Le Foll et la fédération P.S.U. des Côtes-du-Nord se battent bien. A Saint-Brieuc, le pouvoir s'est découvert. Il a eu tort. C'est probablement une gifle que lui préparent les électeurs de la ville. □

□ La gauche et les problèmes bretons

Répondant à l'appel du mouvement culturel « Ar Falz », plus d'une centaine d'élus, de représentants et de militants des différentes organisations de gauche, politiques, syndicales et culturelles, des cinq départements bretons, se sont réunis, samedi 9 septembre, à Lorient, afin d'étudier ensemble la difficile situation que connaît la Bretagne sur le plan économique et social, ainsi que les moyens qui permettront de développer une action énergique pour sauver notre région.

Au cours de cette journée d'étude, qui était présidée par Yves Allainmat, député-maire de Lorient, des exposés de responsables d'« Ar Falz »

et du « Club Breton », ainsi qu'une communication du Dr A. Fichez (F.G.D.S.), précéderont un débat qui permet à chacune des formations représentées de faire connaître son point de vue et les solutions ou les formes d'action qu'elle préconise. On entendit ainsi tour à tour Plankaert, du Club « Bretagne et Démocratie », qui lut un message de M. Phlipponneau (F.G.D.S., Ille-et-Vilaine), A. Guillemot, au nom des fédérations bretonnes du Parti Communiste Français, Y. Lannes, délégué du comité directeur du Parti Socialiste Unifié, au nom des fédérations bretonnes de ce parti, J. Reffait, au nom de la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste, D. Leprohon, au nom de l'Union Démocratique Bretonne, Ch. Josselin, délégué de la Convention des Institutions Républicaines, ainsi que des représentants des syndicats.

A l'issue des débats, la résolution suivante a été adoptée par les organisations représentées :

« Les organisations soussignées, réunies à Lorient le 9 septembre 1967, remercient le mouvement « Ar Falz » de leur avoir permis une utile confrontation de leurs points de vue sur les moyens de l'action à entreprendre pour alerter l'opinion bretonne et l'amener à soutenir les solutions qui peuvent sauver la Bretagne et l'ensemble des régions sous-développées.

« Elles estiment que, seuls, les partis et organisations démocratiques, la gauche unie, peuvent promouvoir et mener à bien ces solutions. Elles soutiennent qu'aucun résultat durable ne peut être obtenu sans de profonds changements politiques et économiques.

« Différentes propositions ont été émises qui visent à coordonner l'action des forces de progrès en Bretagne.

« Les participants à la réunion chargent le secrétariat général d'« Ar Falz » de transmettre ces propositions à l'ensemble des organisations de gauche dans chacun des cinq départements bretons, de recueillir les réponses et de provoquer une nouvelle rencontre en vue du renforcement du combat commun. » □

□ Diplomatie : difficultés à l'Est

Le 8 décembre 1966, M. Alexis Kossyguine lançait à la télévision française, lors de sa visite dans notre pays : « Il ne peut y avoir de paix solide en Europe si l'on fonde sa politique sur l'illusion de pouvoir réviser les conditions existant en Europe. » La réplique de M. Gomulka au discours du général de Gaulle à la Diète polonaise, le lundi 11 septembre 1967, s'inscrit totalement dans cette optique.

L'intransigeance des dirigeants po-

lonais vis-à-vis du problème allemand était déjà connue et n'aurait pas dû surprendre le Président de la République qui a été déçu de ne pas voir ses hôtes lui emboîter le pas.

Certes, le général de Gaulle a raison de dire tout haut aux dirigeants allemands ce que tout le monde admet sans hésitation sur le tracé définitif de ses frontières et en particulier sur celle avec leur voisin polonais, c'est-à-dire la ligne Oder-Neisse, qui n'est pas une carte négociable.

Il n'a pas encore tort lorsqu'il rappelle à ses hôtes que la division de l'Allemagne est un fait artificiel que même l'existence de deux régimes sociaux différents n'est pas parvenue à consolider.

Mais là où il pêche par excès, c'est quand il demande aux Polonais de surmonter immédiatement tous les obstacles nés de la guerre et de suivre une politique strictement nationale (voire nationaliste) indépendante de celle de l'U.R.S.S. et de rejet du principe de deux États allemands que ses hôtes voudraient voir se perpétuer.

En bonne logique, et si véritablement le général de Gaulle voulait une sécurité européenne, il aurait dû dire aux Allemands qu'ils doivent reconnaître les faits existants, à savoir la R.D.A., et par une reconnaissance *de facto*, ouvrir la porte à des négociations qui aboutiraient à la réunification de l'Allemagne.

La Pologne l'aurait peut-être mieux compris, de même que sa sécurité serait garantie et que l'Allemagne « neutre » admettrait par la signature d'un traité de paix qu'elle renonce à tout armement nucléaire et reconnaît comme intangibles ses frontières actuelles. D'ailleurs, on peut se demander si les discussions qui ont lieu au sein de la S.P.D. allemande ne prennent pas le chemin indiqué ?

L'offensive velléitaire de la diplomatie gaulliste s'est confirmée par le voyage de M. Pompidou en Autriche. A part une position de principe, c'est-à-dire l'examen avec « sympathie » de la demande autrichienne d'association avec le Marché commun, rien de tangible n'a été réalisé. Certes, une commission mixte de recherche des possibilités de développement de la coopération économique va être créée, mais on se demande si elle sera capable de contribuer à ce développement, et surtout si elle pourra trouver une solution aux problèmes particuliers de l'Autriche dans sa négociation avec le Marché commun, et dans un appel à la modération de l'U.R.S.S. par rapport à sa position vis-à-vis de ce problème ?

Seule satisfaction pour notre diplomatie : la visite du secrétaire d'Etat yougoslave aux Affaires étrangères M. Marko Mikezitch a montré que sur les grandes questions que sont la sécurité européenne, le Vietnam et le Proche-Orient, nos deux pays ont « des points de vue qui sont très proches ».

Les divergences portent-elles sur la manière dont le Général voit la sécurité européenne, ou bien alors s'agit-il de la façon dont les Yougoslaves ont présenté leur plan de paix au problème israélo-arabe ? □

□ La lutte anti-impérialiste

A FRANCFORT

Une nouvelle rencontre de la « Conférence de Bruxelles », réunissant les organisations de Jeunes socialistes d'avant-garde, s'est tenue à Francfort-sur-le-Main, les 10 et 11 septembre. Étaient présents : les Etudiants Socialistes Unifiés de France (E.S.U.), représentés par Jean Terce, Jacqueline et Bernard Silve; la Fédération des Etudiants Socialistes de Belgique; la Fédération des Jeunes Gardes Socialistes de Belgique; la Jeunesse Communiste Révolutionnaire de France (J.C.R.); la Federazione Giovanile Socialista (P.S.I.U.P.) d'Italie; Politeia de Hollande; les Etudiants Socialistes d'Allemagne (S.D.S.).

A l'issue des travaux, un communiqué commun a été publié qui « salue les victoires remportées par le F.L.N. du Sud-Vietnam au cours de l'été ainsi que la résistance héroïque du peuple du Vietnam du Nord... ». Ce texte marque l'importance de la Conférence de l'O.L.A.S.: « par son appel à la lutte armée en Amérique latine, par son soutien à la révolution vietnamienne, par sa compréhension que le mouvement révolutionnaire noir aux Etats-Unis est l'embryon de la future avant-garde révolutionnaire dans le fief même de l'impérialisme, la Conférence de l'O.L.A.S., renoue avec les traditions de l'internationalisme prolétarien et apporte une aide précieuse à tous les courants révolutionnaires dans le monde ».

Les organisations représentées décident d'organiser en janvier, à Berlin, une journée internationale de la jeunesse, pour la victoire de la révolution vietnamienne.

A BOLOGNE

Les 22 et 23 septembre se tiendra à Bologne une réunion des forces progressistes du bassin méditerranéen, qui a pour but d'étudier les formes d'une lutte commune contre l'impérialisme américain et ses visées dans ce secteur.

Les organisations qui ont annoncé leur présence sont : l'Alliance Socialiste des Travailleurs de Yougoslavie, l'U.N.F.P. marocaine, le F.L.N. d'Algérie, l'Union Socialiste Arabe d'Égypte, le Baas de Syrie, l'E.D.A. de Grèce, le P.S.I.U.P. italien, l'A.E.L. de Chypre. Marc Heurgon, membre du bureau national, y représentera le P.S.U.

A la veille de cette rencontre, le 21 septembre, une rencontre P.S.U.-P.S.I.U.P. à Rome permettra de coordonner l'action des deux partis. □

Rentrée

L'école de la terre

Jean-Lucien Aguié

Le monde agricole s'agite parce que les mesures prises par le gouvernement déçoivent les petits agriculteurs des régions défavorisées, lesquels tirent leurs ressources de l'élevage. Nous avons évoqué longuement ces problèmes dans les numéros de T.S. parus avant les vacances. En cette période de rentrée scolaire, nous pensons qu'il est nécessaire de voir comment on "instruit" les enfants des agriculteurs.

A cet égard, les premiers renseignements que nous avons, concernant le budget pour 1968, indiquent la progression suivante pour les investissements en matière d'éducation nationale consacrés spécifiquement au monde agricole : enseignement agricole (+ 10,2 %), bourses et ramassage scolaire (+ 34 %), aide à l'enseignement privé (+ 12,5 %).

Voilà pour les chiffres, mais quelle réalité dissimulent-ils, nous l'avons demandé à notre collaborateur, Jean-Lucien Aguié.

"D e mon temps, me dit ce vieil agriculteur du Rouergue, nous n'allions pas tous les jours à l'école. La pluie, la neige en hiver... les foins, les blés... les vendanges au pays bas, les semailles... j'en passe. Les plus intelligents d'entre nous passaient le certificat d'études à 12 ans... Le maître ne présentait que ceux dont il était sûr. Nous quitions l'école... La ferme... les travaux toujours... Vous savez, depuis, je n'ai pas beaucoup écrit... Aujourd'hui... j'ai perdu l'habitude..."

Mon interlocuteur a 60 ans. Il est chef d'exploitation. Sa formation a été négligée! Est-ce sa faute?

Près de 80 % d'agriculteurs en activité n'ont, soit aucune formation, soit une formation insuffisante. Ils se sont formés par routine. Sans base solide.

L'Etat responsable

Ce qu'il prétendait avoir fait de mieux c'est, par la loi d'orientation, en 1960, le passage de l'Enseignement agricole au ministère de l'Agriculture! Ainsi, une grave ségrégation s'est opérée au niveau de la formation. Les agriculteurs, désormais, n'ont pas droit à l'Education nationale. Il faut être franc, l'Etat s'est laissé influencer par l'aile réactionnaire de la profession qui, plus soucieuse de démanteler l'enseignement public que de former des agriculteurs valables, voyait là le moyen de favoriser l'enseignement privé grâce aux subventions du ministère de l'Agriculture. Il faut admettre aussi que l'Education nationale n'a rien tenté pour retenir et développer cet enseignement comme il eût convenu.

Trois cycles sont offerts aux jeunes agriculteurs à partir de la classe de quatrième : le cycle I (formation professionnelle) aboutit au brevet d'apprentissage agricole. Le cycle II forme, dans les collèges, les techniciens moyens. Le cycle III, dans les lycées agricoles, assure la formation des techniciens supérieurs. Les cours post-scolaires agricoles du ministère

de l'Education nationale sont en voie de transformation en cours professionnels (cycle I). Il faut, en passant, saluer cette forme d'enseignement qui, faute d'autre, a assuré, depuis la Libération, un minimum de formation à la grande masse des agriculteurs actuels.

Assurer une formation

Les responsables de la profession agricole, les jeunes en particulier, ont pris conscience qu'il ne peut y avoir de véritable formation sans une solide formation générale. Deux raisons à cela : l'agriculteur d'aujourd'hui se trouve confronté à une foule de problèmes techniques, économiques, sociaux. Il doit les comprendre pour pouvoir les résoudre. D'autre part, de nombreux agriculteurs quittent la terre. Pour se reclasser, il leur faut une formation générale suffisante. Sinon, ces hommes formeront le volant de sous-emploi qui pèsera sur les revendications ouvrières.

Le gouvernement promet mais il ne fait pas ce qui devrait être fait pour assurer à l'nation, dans son ensemble, une formation appropriée. Les agriculteurs sont handicapés. Si l'on regarde les statistiques, on constate que 42 % seulement des enfants résidant à la campagne entrent en sixième contre 64 % dans les villes de plus de 10.000 habitants et 72 % dans la région parisienne. De plus, parmi ceux des fils d'agriculteurs qui y entrent, 72 % arrivent en troisième et 35 % en première contre 92 % et 86 % pour les enfants dont les parents exercent une profession libérale. 3 % seulement de fils d'agriculteurs entrent en Faculté.

Faut-il en conclure que les enfants d'agriculteurs sont moins aptes, moins intelligents? Non, ils subissent l'influence du milieu qui les handicape au point de vue du langage, des aspirations, du choix des études; qui impose des occupations extra-scolaires dues au manque de main-d'œuvre lors des gros travaux. L'éloignement, les heures d'autobus, les déplacements à vélomoteur cons-



Le premier volet ..

Collombert

tituent également une source de pertes de temps, de fatigues supplémentaires.

Il faut envisager la formation du paysan dans un tronc commun. Cette forme d'enseignement lui donnerait les mêmes chances qu'aux autres catégories sociales et assurerait solidement sa formation générale. La spécialisation agricole ne se ferait que plus tard, après cette formation générale. Il faut également que cette formation soit assurée en un lieu relativement rapproché de la résidence...

La formation des adultes constitue le deuxième volet. Tâche urgente si l'on veut élever le niveau de tous ceux qui n'ont reçu qu'une formation insuffisante.

Nous déboucheons alors sur l'éducation permanente. Que fait-on actuellement pour combler le retard? Depuis 1959, la loi organise la « vulgarisation agricole ». Dans chaque canton, en principe, un conseiller technique est mis à la disposition des agriculteurs pour les familiariser avec les techniques agricoles modernes. Trois sortes d'organisations importantes avec leurs sections féminines se sont partagé cette tâche : les G.V.A. (1), les plus nombreux; les G.P.A. (2), héritiers des zones témoins; les C.I.V.A.M. (3). Ces derniers ont la particularité d'utiliser comme conseillers techniques les instituteurs agricoles du ministère de l'Education nationale exerçant dans les cours post-scolaires. Heureuse formule assurant la continuité entre l'âge scolaire et l'âge adulte. Les C.E.T.A. (4), organismes de recherche, doivent, en principe, donner les éléments techniques à vulgariser après les avoir étudiés au niveau de l'exploitation. Mais il s'est rapidement avéré que le perfection-

nement technique de l'agriculteur n'apportait pas, à lui seul, l'amélioration espérée. Sans doute, la production était-elle améliorée. Mais son coût augmentait. Et puis les problèmes de commercialisation se posaient avec acuité. Il fallait sensibiliser l'ensemble des petits producteurs à cette situation économique nouvelle. Quelques organismes professionnels dont il faut souligner le mérite ont essayé d'y parvenir par des actions dites de promotion sociale collective. Si l'on en juge par la masse d'activités réalisées, viennent en tête largement le C.N.J.A. (5) dont l'I.F.O.C.A.P. (6) est une réussite, puis la Fédération nationale des C.I.V.A.M. (3). Plusieurs autres organismes syndicaux ou coopératifs s'occupent également de promotion collective. Malheureusement, la « vulgarisation agricole » (le développement) ne touche encore qu'un nombre restreint d'agriculteurs : 10 à 20 % dans un secteur donné et, généralement, les plus avancés, ce qui accroît l'écart! Et nous rejoignons les problèmes évoqués dans le premier chapitre. Le décret du 4-10-66 tend à harmoniser les programmes et à en assurer le financement. Nous craignons que ces mesures ne soient encore bien imparfaites. Et pourtant il faut faire vite. Demain, le Marché commun s'ouvre tout grand avec des partenaires techniquement et socialement mieux armés! L'avenir de l'agriculture française, l'avenir des petits agriculteurs français dépend de leur formation. □

(1) G.V.A. : Groupement de vulgarisation agricole. (2) G.P.A. : Groupement de productivité agricole. (3) C.I.V.A.M. : Centre d'information et de vulgarisation agricole et ménager agricole. (4) C.E.T.A. : Centre d'études techniques agricoles. (5) C.N.J.A. : Centre national des jeunes agriculteurs. (6) I.F.O.C.A.P. : Institut de formation des cadres paysans.

Finances

Le budget 68 ne réduira pas le chômage

M. Rungis

Le choix du budget par le gouvernement n'est pas un acte banal : c'est la décision principale qu'il prend chaque année en matière de politique économique et sociale. Par l'ampleur des sommes mises en jeu (257.000 anciens francs par habitant, soit 640.000 par personne active), comme par le rôle décisif que le budget joue dans l'ensemble de l'économie (sur la consommation et encore plus sur l'investissement), le choix du budget par le pouvoir est l'événement essentiel de l'action de l'Etat sur l'économie. C'est dire que les citoyens — et a fortiori les militants — ne sauraient y apporter trop d'attention.

Cette année, on attendait le choix gouvernemental sur trois points essentiels : la relance économique (le budget permettrait-il la réduction du chômage ?) ; la priorité retenue dans les dépenses économiques et sociales ; enfin l'aménagement du système fiscal français, le plus réactionnaire et le plus fraudé d'Europe. Les réponses du tandem Pompidou-Debré sont, hélas, celles qu'on pouvait craindre : le budget 1968 ne permettra pas l'expansion nécessaire à la réduction du chômage ; les écoles, les hôpitaux et les logements sont sacrifiés aux dépenses de prestige ou de luxe ; les impôts français seront encore un peu plus injustes l'an prochain que par le passé.

Le budget 1968 sera insuffisant pour relancer l'économie au point de réduire le nombre des chômeurs. Pierre Mendès France l'a longuement expliqué durant le combat singulier qui l'a opposé à Michel Debré à la Commission des finances de l'Assemblée nationale.

Cette affirmation a paru surprendre le ministre de l'économie — et une partie de la grande presse —, puisque le budget de 1968 est conçu, selon Debré, pour jouer « un rôle actif dans la conjoncture actuelle ». Précisons donc en quoi « ce budget est beaucoup trop strict », pour reprendre l'expression utilisée par le bureau national du P.S.U. dans son communiqué.

Le chômage ne diminuera pas, au contraire

1° Il y a en France actuellement 400.000 chômeurs, selon les statistiques officielles (1) et probablement plus, si l'on tient compte de l'afflux des jeunes sans travail. En un an, leur nombre a augmenté de 115.000 (40 %), bien que la production nationale ait progressé de 4 % environ. Cette augmentation s'explique simplement par l'arrivée à l'âge de l'emploi d'un nombre croissant de jeunes et de l'élévation de la productivité nationale (quand la productivité de la France s'accroît de 3 % par an, cela veut dire qu'on peut produire 3 % de plus sans main-d'œuvre supplémentaire).

Si l'on veut non seulement stopper la progression du chômage, mais même le réduire, il faut donc accroître la production nationale de beaucoup plus que 4 % par an.

2° Or, le projet de budget de 1968

ne jouera qu'un rôle modeste de ce point de vue. Avec 128,5 milliards sur un produit intérieur brut qu'on évalue pour l'an prochain à 508,5 milliards, il représentera 25,27 % de la production nationale, contre 24,67 % en 1967 et 24 % en 1966. Le poids du budget dans l'économie nationale va donc augmenter de 0,6 %, progression semblable à celle de 1967 qui n'a pourtant pas empêché l'aggravation du chômage cette année.

Aussi bien, les experts officiels reconnaissent-ils en privé que le taux d'expansion de 5 % retenu pour l'an prochain représente plus un souhait qu'une probabilité. Si la reprise de la production industrielle doit s'affirmer au cours des prochains mois, on craint sérieusement qu'elle n'atteigne pas un taux très élevé et qu'elle ne dure pas toute l'année prochaine.

3° Les éléments extérieurs dont dépend la croissance française restent en effet incertains. Cela fait six mois que l'on annonce la reprise économique de l'Allemagne (notre principal client) et cette reprise ne fait que s'amorcer, d'ailleurs lentement. La reprise américaine (qui entraîne généralement celle de l'économie européenne) est faible et surveillée de très près par le gouvernement de Washington, qui redoute l'effet d'un emballement de la production sur les prix et sur les salaires. Reste l'Italie dont l'expansion demeure rapide ; mais c'est un client trop minime pour l'économie française pour qu'on puisse fonder sur lui trop d'espoir.

4° Quant aux éléments intérieurs de relance, ils apparaissent à l'examen assez faibles. Les dépenses budgétaires vont accroître l'an prochain

de 8 milliards la consommation et de 2,9 milliards l'investissement public. Mais le budget précédent avait augmenté d'exactement le même montant (8 milliards) la consommation publique et d'un peu plus (3,5 milliards) l'investissement public. L'effet global sera donc du même ordre en 1968.

Or la ponction de plus de 3 milliards exercée sur la consommation des Français par les ordonnances sur la Sécurité sociale et les hausses de tarifs publics annulera pour près de moitié l'effet de la relance budgétaire.

Mais il ne faut pas s'en tenir aux masses globales du budget. Pour bien en comprendre la signification sociale et politique, il faut détailler les totaux. Cela vaut d'ailleurs la peine.

De scandaleuses priorités

La première constatation qui s'impose est que le pouvoir gaulliste a donné la priorité aux dépenses qui sont loin d'être les plus utiles.

● En matière d'équipements, les routes (+ 20 %), les téléphones et

2,5 % pour les écoles, 20 % pour les routes !

Voici quelques chiffres significatifs des priorités décidées par le gouvernement dans l'affectation des crédits du prochain budget :

Préférences gaullistes		« Oublis » gaullistes	
Routes et autoroutes	+ 20 %	Equipement sanitaire et social : + 2 % de travaux.	
Aviation civile (« Concorde »)	+ 11 %	Constructions scolaires : + 2,5 % de travaux.	
Postes et Télécommunications	+ 24 %	H.L.M. : + 5,5 %.	
Force de frappe	+ 9 %	Traitements des fonctionnaires : + 2 % de pouvoir d'achat.	
		Prestations familiales : stagnation du pouvoir d'achat.	
		Retraite des vieux : + 6 % du pouvoir d'achat (55 centimes par jour).	

taire. Ainsi peut-on s'attendre que cet effet — contrairement aux discours gouvernementaux — soit moindre en 1968 qu'en 1967, où il s'est déjà révélé insuffisant.

Si l'on ajoute à cela l'augmentation de la ponction fiscale prévue pour l'an prochain (9 milliards d'impôts en plus, soit 7,7 %) on voit combien le rôle de relance joué par le budget 1968 sera modeste. Or si la consommation ne progresse pas franchement, on ne voit pas pourquoi les entreprises augmenteraient leurs investissements : pour vendre à quels clients ? Mendès France a donc eu raison de souligner qu'en n'assurant pas l'essor de la consommation, c'est aussi la reprise des investissements qu'on freinait.

Les travailleurs

• sacrifiés à la monnaie

S'agit-il d'erreurs inconscientes du gouvernement ? Pas du tout. Debré qui a reçu l'héritage du plan de stabilisation de Giscard d'Estaing et a même accentué le retour au libéralisme économique (en supprimant, par exemple, le contrôle des changes extérieurs) est, comme son prédécesseur, obnubilé par l'impératif monétaire : les prix doivent absolument monter peu, même s'il faut, pour y arriver, sacrifier l'expansion et aggraver le chômage. (Ce choix rappelle fâcheusement celui de Wilson en Grande-Bretagne, que viennent de condamner les syndicalistes anglais).

Or Debré craint qu'en 1968 l'économie ne reparte trop vite si on l'y aide beaucoup. Aussi a-t-il choisi une action budgétaire très modérée, pour que l'expansion ne soit surtout pas trop... forte ! Les travailleurs sont donc une fois encore sacrifiés à la monnaie,

les télécommunications (+ 24 %), la fabrication de l'avion de luxe Concorde (+ 11 % pour les investissements de l'aéronautique) passent avant les constructions scolaires (+ 4,2 % en crédits et 2,5 % en travaux), l'équipement sanitaire et social (+ 2 % de travaux) et même les H.L.M. (+ 5,5 %).

Cela fait bien apparaître le caractère mensonger des discours officiels sur « la priorité des priorités à l'éducation nationale », ou sur « l'effort considérable consenti en faveur des mal-logés », ou encore sur « la volonté du pouvoir d'en finir avec la misère des hôpitaux ». Rarement il y aura eu un tel décalage entre les discours et les actes. Il faut absolument que l'opinion connaisse ces faits : c'est à chacun d'entre nous de les vulgariser autour de nous.

Déjà sur le plan social, ils sont scandaleux. Ils le sont aussi sur le plan économique puisque les secteurs faibles utilisateurs de main-d'œuvre ont la priorité : l'électronique et la fabrication des autoroutes emploient peu de personnel. En revanche, le bâtiment, gros pourvoyeur d'emplois — qu'on construise des écoles ou des logements — est négligé. Le désintéret officiel à l'égard des chômeurs est, là encore, patent.

● En ce qui concerne les autres dépenses, les choix sont tout aussi critiquables : les prestations familiales verront leur pouvoir d'achat stagner l'an prochain, puisque leur valeur n'augmentera pas plus que le coût de la vie (+ 3 %). Les fonctionnaires auront un pouvoir d'achat accru de 2 % seulement (+ 5 % de traitement, mais + 3 % de hausse des prix) ; ce qui signifie que leur retard sur les salariés du secteur privé continuera à s'aggraver. Les vieux auront droit, en deux fois, à 55 cen-

times de plus par jour, soit une re-traité de 6,58 francs, inférieure de 20 % à celle, pourtant faible, qu'avait prévu le rapport Laroque.

En revanche, les crédits parfaitement stériles de la force de frappe excéderont 6 milliards, selon Debré, soit 9,1 % de plus que l'an dernier. Voilà une priorité claire : la bombe avant les familles, les vieux et les fonctionnaires.

Une fiscalité encore plus injuste

L'analyse des prévisions de recettes de l'État pour 1968 n'est pas plus satisfaisante. Elle tient en quelques chiffres :

● Les impôts sur la consommation, qui sont les plus injustes, puisqu'ils ne tiennent pas compte de la hiérarchie des revenus des Français non plus que de leur situation familiale, rapporteront 11,3 milliards de plus l'an prochain (soit 16 %).

● En revanche, les impôts sur la fortune (droit d'enregistrement ou de timbre et taxes sur les transactions boursières) ne procureront à l'État que 0,45 milliard de plus (6,8 %).

● Enfin, l'impôt sur les sociétés fournira 0,61 milliard de plus (7,4 %).

Bref, d'un côté, 11,3 milliards d'impôts injustes en plus, et de l'au-

tre 1,06 milliard seulement : onze fois moins. Cela juge le choix gouvernemental qui rendra un peu plus injuste encore la fiscalité française, pourtant la plus réactionnaire d'Europe.

Le tableau ci-contre, qui met en lumière les résultats de dix années de fiscalité gaulliste, montre qu'il s'agit là d'une orientation constante : les impôts sur la consommation représentent aujourd'hui plus des deux tiers de la fiscalité d'État (67,1 % contre 60,9 % en 1958). Mais la part des droits de succession n'a pas varié (malgré l'énorme plus-value des propriétés immobilières, industrielles ou foncières) et l'impôt sur les profits des sociétés a diminué (7,1 % du total contre 9,5 %). On comprend que les actionnaires remercient le gaullisme de ses cadeaux...

C'est à la lumière de ces chiffres qu'il faut apprécier le "geste" fait par Debré à l'occasion du prochain budget en faveur des petits et moyens contribuables : un peu plus de 200 millions d'augmentation d'impôt à ne pas payer cette année et presque autant l'an prochain. C'est fort peu, à côté de l'énorme ponction (11,3 milliards) qu'opéreront simultanément les impôts supplémentaires sur la consommation (dont 320 millions pour le seul relèvement du prix de l'essence).

D'ailleurs, ce geste pour les petits contribuables est à comparer aux 1.010 millions d'allègements fiscaux que Debré accorde en même temps aux gros contribuables, notamment aux actionnaires. Un cheval pour ceux-ci, une alouette pour ceux-là : singulier pâté fiscal...

Faire des propositions

Face à un budget aussi peu adapté aux besoins de notre économie et aussi injuste dans ses priorités de dépenses comme dans ses choix fiscaux, la gauche ne peut se contenter de critiquer. Il lui faut, comme sur le 5^e plan, la Sécurité sociale ou la politique régionale, faire des contre-propositions sérieuses, chiffrées et cohérentes.

C'est pourquoi le P.S.U. dans le cadre général du Contre-plan bien connu de nos lecteurs, précisera les propositions que devrait faire la gauche, aussi bien en ce qui concerne les dépenses prioritaires que les recettes de l'État. □

(1) Le nombre officiel des chômeurs s'obtient en multipliant le chiffre officiel des demandeurs d'emplois recensés (209.100 au 1^{er} septembre) par le coefficient 1,9 (obtenu en comparant, lors des recensements, le chômage constaté en France au nombre des demandeurs d'emplois recensés au même moment).

Dix ans d'aggravation de l'injustice fiscale

Part de chaque impôt dans le total des recettes de l'État	1958 (en %)	1968 (en %)	Différence (en %)
Impôts sur la consommation	60,9	67,1	+ 6,2
dont : — T.V.A. et T.P.S.	29,3	43,4	+ 14,1
— Droits de douane	12,4	9,4	- 3
— Contributions indirectes, tabac	4,9	4,8	- 0,1
— Taxes sur le vin, la viande, le café	2	2	—
— Revenus du Domaine et divers	12,3	7,5	- 4,8
Impôts sur le revenu	19,3	18,8	- 0,5
dont : — Impôt progressif sur les personnes	8	16	+ 8
— Versement forfaitaire sur les salaires ..	7,2	1,6 (1)	- 5,6
— Taxe proportionnelle	4,1	1,2	- 2,9
Impôt sur les sociétés	9,5	7,1	- 2,4
Taxe sur les revenus mobiliers	1,3	1,2	- 0,1
Droits de succession	0,8	0,8	—
Droits de timbre, d'enregistrement et de mutations	4,8	4,9	+ 0,1
Divers	3,4	0,1	- 3,3
Total	100 %	100 %	—

(1) Le versement forfaitaire n'a pas été supprimé ; il est toujours perçu, mais son produit est versé aux communes et aux départements depuis la réforme des finances locales.

Jugez vous-même les "allègements" fiscaux

En 1968, les impôts sur la consommation — les plus injustes puisque ne tenant pas compte de la hiérarchie des revenus — rapporteront à l'État 11,3 milliards de plus, soit 16 %. Mais les impôts sur la fortune ne lui procureront que 0,45 milliard supplémentaire (6,8 %) et l'impôt sur les bénéfices des sociétés 0,61 milliard de plus (7,4 %).

Ce choix juge déjà l'orientation fiscale choisie par le gouvernement. Mais il est une autre comparaison qui caractérise aussi bien le choix gaulliste : c'est celle qui concerne les "allègements" décidés en matière d'impôt sur le revenu. Jugez vous-même !

● Aux petits contribuables, Debré consent les allègements suivants :

— Réduction de 100 F de l'impôt sur les revenus des petits et moyens contribuables : 160 millions en 1968 ;

— Extension des décotes et exonérations aux personnes de 70 à 75 ans : résultat non chiffré, tant il est symbolique ;

— Réduction de 5 % de l'impôt dû par les invalides pensionnés (résultat également non chiffré).

Total : moins de 200 millions d'allègements fiscaux, répartis entre 6 millions de contribuables.

● Aux contribuables fortunés, Debré consent des allègements 5 fois plus importants :

— Réduction de 5 % des taux de l'impôt sur le revenu pour les tranches les plus élevées du barème : 130 millions dont bénéficieront quelques dizaines de milliers de contribuables seulement (sur environ 9 millions) ;

— Exonération des dividendes de valeurs étrangères distribués en France : 80 millions pour les actionnaires qui possèdent ces actions ou obligations ;

— Déduction des investissements d'entreprises : 500 millions économisés aux propriétaires de ces entreprises ;

— Avantages fiscaux aux entreprises qui fusionnent : 300 millions épargnés aux actionnaires qui possèdent ces firmes.

Total : 1.010 millions qui profiteront à moins d'un million de contribuables.

Faites la moyenne : quelque 35 francs d'allègement par famille, dans le cas des petits contribuables, mais plus de 1.000 francs dans celui des contribuables fortunés. On voit que M. Debré a une façon très particulière de concevoir le coup de frein à donner à l'aggravation de l'impôt sur le revenu... □

LE COMMUNIQUE DU P.S.U.

Voici le communiqué qu'a publié le Bureau national du P.S.U., dès le lendemain de la présentation du budget, et que la grande presse a largement repris.

« Le budget de 1968 ne correspond pas aux exigences de la situation économique et sociale de la France, à la veille de son entrée dans le Marché commun. M. Debré a élaboré une politique financière d'assainissement là où il aurait fallu un budget d'expansion.

» 1) Malgré certaines apparences et compte tenu des capacités disponibles, le budget est beaucoup trop strict. Les impôts sont supérieurs de 150 millions aux dépenses définitives et encore sont-ils calculés avec une prévision de hausse des prix volontairement trop faible. De ce fait, l'État finance encore largement ses prêts par une ponction sur le pouvoir d'achat des consommateurs ; c'est donc le contraire d'un budget de relance

» 2) Les remises en ordre qui permettent cet équilibre orthodoxe pèsent très lourd sur les entreprises et sur les ménages. Les charges supplémentaires vont réduire les raisons d'investir en même temps qu'elles en limiteront les moyens.

» 3) Ce budget s'inscrit donc dans une perspective d'expansion inférieure à ce qui serait possible et qui ne permettra pas de résorber le chômage.

» 4) Ce n'est pas un allègement de 100 francs par personne qui fera oublier l'accroissement constant de l'inégalité profonde des Français devant l'impôt et la politique systématique d'allègement pratiquée en faveur des revenus du capital et des grosses fortunes. »

Elections cantonales

Les candidats P.S.U.

Région parisienne

YVELINES - 78 :

Versailles-Nord : Christian BOULANT.
Versailles-Sud : Basile VOLOKHINE.
Versailles-Nord-Ouest : Michel SERVATIUS.
Versailles-Ouest : Elie GRANDJEAN.
Saint-Germain-Nord : Solange DEBAY.
Saint-Germain-Sud : Claude NERY.
Boissy-Sud : Monique MARTIN.
La Celle-Saint-Cloud : Paul BOSCH.
Houilles : Claude MENAGER.
Saint-Nom-la-Bretèche : René CROZET.
Chevreuse : TRUCHON.
Mantes : François DELLA SUDA.
Guerville : TURPIN.
Aubergenville : Pierre FREBOURG.

ESSONNE - 91

Brétigny : Jacques PERCHE.
Etampes : Jacques LAIK.
Longjumeau : José GARCIA.
Corbeil : Michel BETRENCOURT.
Savigny : Gérard BOSCH.
Sainte-Geneviève-des-Bois : Yves TAVERNIER.
Mortgeron : Jean-Claude MICHEL.
Bièvres : Henri DAVID.
Brunoy : Yvon ROBERT.
St-Cheron : Jean DARDENNE.

HAUTS-DE-SEINE - 92 :

Courbevoie-Nord : Daniel PIGOT.
Courbevoie-Sud : Michel RENVOISE.
Clichy : Pierre DEVIENNE.
Levallois-Nord : Jacques FERLUS.
Levallois-Sud : Jules PAGER.
Bourg-la-Reine : Bernard RAVENEL.
Suresnes : Bernard FREVAQUE.
Sceaux-Châtenay : Henri LECLERC.
Clamart : Jacques BRUNETIERE.
Le Plessis-Robinson : Simone JANODET.
Fontenay-aux-Roses : Charles BAUX.
Rueil : Roland LECHANTRE.
Meudon : Lucien HANS.
Chaville : Georges BERTHE.

SEINE-SAINT-DENIS - 93 :

Bobigny : André SOCHON.
Saint-Ouen : Daniel MIGNOT.
Saint-Denis-Villetaneuse : Menotti de VINCENZI.
Saint-Denis-Nord-Est : Gilbert PALLIER.
Epinay : Jean-Claude BAUER.
Aubervilliers-Est : Georgette TRUBIAN.
Pantin : Michel URANGA.
Romainville : Marcel POUMEYROL.
Noisy-le-Sec : Serge DESMOUVEAUX.
Rosny-sous-Bois : Noël PAILLOT.

Villemomble : Michel LE GUYADER.
Drancy-Le Bourget : Michel LEFRANC.
Le Raincy : Jean GALLOY.
Blanc-Mesnil : Serge FENOUILHET.
Aulnay-Sud : Gilberte DESNOYERS.
Neuilly-sur-Marne : Gilbert DAUMARIE.
Aulnay-Nord : Charles THIRIOT.
Montreuil-Est : Claude HEGY.

VAL-DE-MARNE - 94 :

Arcueil-Cachan : Georges DANZART.
Villejuif : Pierre LEVY.
L'Haye-les-Roses : Jean POMMIER.
Thiais-Rungis : Gérard MARRONCLE.
Villeneuve-le-Roi : Roger BERGER.
Ivry-Est : Guy PREAUDAS.
Alfortville : Guy POILVE.
Maisons-Alfort : Jean-Louis MILLET.
Villeneuve-Saint-Georges : Edmond MA-
DAULE.

Bonneuil : Odette MARCELLE.
Brie-Champigny : Jacques PIETRY.

VAL-D'OISE - 95 :

Argenteuil-Centre : André TONDEUR.
Pontoise : André CLAUD.
Eaubonne : Paul ANCELIN.
Ermont : Robert COCOGNE.
Montmorency : Robert PEYRON.
Sarcelles : Jacques FRENAL.

Rhône

Lyon 2 : Geneviève ROZET.
Lyon 4 : Suzanne GERBE.
Lyon 6 : Elie DEPARDON.
Lyon 7 : Hélène PICOT.
Lyon 8 : Jean ROUCHOUSE (le conseil-
ler sortant est le maire de Lyon : Pradel).
Lyon 9 : Louis CROUPI.
Lyon 12 : Dr Pierre SIMON.
Villeurbanne-Nord : Nicolas JACO-
BELLI.
Villeurbanne-Sud : Maurice DELAY (le
conseiller sortant est le maire de Villeu-
rbanne, Gagnaire, ex-SFIO).
Vaugneray : Michel LECOINTE.

A travers la
province

Parmi les candidats du P.S.U., en pro-
vince, nous signalons quelques « points
chauds » qu'il sera particulièrement inté-
ressant de surveiller dimanche prochain :

AISNE : Jacques LELONG, secrétaire
fédéral, est candidat à Craonne.

BOUCHES-DU-RHONE : Jean DAUMAS,
maire de Saint-Cannat, est candidat dans
le canton de Lambesc. Par ailleurs, la
Fédération-P.S.U. tente un gros effort dans
plusieurs cantons, notamment autour d'Aix.

CALVADOS : Jean PETITE, militant
syndicaliste, se présente à Caen.

CHARENTE-MARITIME : Michel BOU-
CHER, secrétaire fédéral, qui fit un très
bon score aux législatives, tentera d'em-
porter le canton de Saujon.

CHER : Albert DUCHEREUX : candi-
dat en mars dernier, se présente dans le
canton d'Henrichemont.

COTES-DU-NORD : Tandis qu'Olivier
SAGORY se présente à Saint-Brieuc-Nord,
Léon SERANDOUR à Corlay et Marcel
LE GUYADER à Paimpol se représentent.

COTE-D'OR : le P.S.U. sera présent à Di-
jon-Ouest, Is-sur-Tille, Gevrey-Chambertin.

CREUSE : Pierre FERRAND à Royère
et Jean MONTEILLER à Châtelus-Malval-
valeix, conseillers généraux sortants, se re-
présentent.

DORDOGNE : Jean POMS, secrétaire
fédéral, est candidat à Sigoules.

DOUBS : Gabriel BAUD, candidat du
P.S.U. soutenu par la Fédération, aura la
lourde charge d'affronter le ministre Edgar
Faure, tandis que Georges TARBOURIECH
se battra à Pont-de-Roide.

EURE : Henri BONNEL, maire du Neu-
bourg, est candidat dans ce canton.

FINISTERE : TANGUY-PRIGENT de-
vrait facilement conserver le canton de
Lanmeur où il se représente ; Alain LE
DILOSQUER, membre du C.P.N. est candi-
dat à Pont-L'Abbé dont il est conseiller
municipal.

GARD : L'effort de la Fédération est on
le sait important, puisqu'elle présente 7
candidats, en particulier sur Nîmes, Fer-
nard VIGOUROUX secrétaire fédéral et
Albert MASSEGUIN maire adjoint.

GERS : Alexandre BAURENS se repré-
sente à Valence-sur-Baise.

HERAULT : c'est Thomas SALDANA
qui mènera la bataille à Montpellier.

ILLE-ET-VILAINE : Charles FOULON,
secrétaire fédéral, confirmera sur Rennes-
Nord les bons résultats des législatives,
tandis qu'Albert DORY, maire de Sains, se
présente à Pleinex-Fougères.

ISERE : Lucien BUISSON devrait faire
un bon résultat sur ROUSSILLON.

LOIRE : parmi les candidatures de la
Loire, on suivra particulièrement celle de
Marcel PIERRE, secrétaire fédéral et mem-
bre du C.P.N. sur Saint-Etienne-Nord-Est.

LOIRE-ATLANTIQUE : Raymond
VIAUD, adjoint au maire de Couéron, est
candidat dans le canton de Saint-Etienne-de-
Montluc.

MANCHE : Raymond GIRARD, conseil-
ler municipal à Gréville-sur-Hague est
candidat à Beaumont-sur-Hague.

HAUTE-MARNE : Alfred CHATELAIN,
militant syndicaliste, est candidat à Saint-
Dizier.

MEURTHE-ET-MOSELLE : on notera
particulièrement la candidature de Jean
LALLEMAND, membre du C.P.N. sur
Nancy-Nord.

MOSELLE : parmi les candidats de la
Fédération-P.S.U. on note Victor MADE-
LEINE, maire de Nilvange à Hayange et
Roland MARCHESIN à Fontoy. Ces deux
militants syndicalistes appartenant à des
centrales différentes mais occupant tous
deux des responsabilités parmi les mineurs,
axent leur campagne sur les problèmes éco-
nomiques et sociaux de la Lorraine.

NORD : Umberto BATTIST, un des ani-
mateurs de la section P.S.U. de Maubeuge
mène une campagne fort active dans ce
canton.

PAS-DE-CALAIS : Albert CHIFFLARD,
membre du C.P.N. est candidat sur Calais-
S.-E., tandis qu'André BRAULE tentera la
première expérience du P.S.U. à Audruicq.

BASSES-PYRENEES : Henri PRAT a de
fortes chances de l'emporter sur Nay-Est,
tandis que Georges MENAUT mène une in-
téressante bataille sur Bayonne-Nord-Est.

HAUTES-PYRENEES : Jean LASSUS
sera un des plus jeunes candidats du parti
à Mauléon-Barousse.

HAUTE-SAONE : Alphonse PHEULPIN,
maire de Ronchamps, devrait conserver
sans difficulté le canton de Champagny
dont il est conseiller depuis de nombreuses
années.

SAONE-ET-LOIRE : à Maçon où il est
candidat, Jean CHATELET recevra cette
semaine le soutien de Michel ROCARD.

SARTHE : le P.S.U. se présente à Saint-
Calais (Raymond LE BOULANGER) et dans
trois cantons du Mans (Emile BOURNEUF,
secrétaire fédéral, Camille HUAU et Moni-
que RAUXEL).

SEINE-MARITIME : Paul REGUER et
Michel LEBORGNE, conseillers municipaux
Havre, sont candidats dans les 2^e et
4^e canton, tandis que Robert DUBREUIL,
membre du Bureau fédéral, se présente à
Rouen.

SOMME : les deux candidats P.S.U. des
législatives sont à nouveau sur les rangs,
François ETIENNE à Montdidier dont il
est conseiller municipal et Jean-Pierre
MARTEIN à Albert, où le secrétaire na-
tional est venu le soutenir.

VAR : Antoine PES, militant syndica-
liste, licencié dernièrement pour son acti-
vité syndicale des C.N.I.M., sera le candi-
dat du P.S.U. sur La Seyne.

VOSGES : Pierre NOEL, maire de Saint-
Dié et membre du C.P.N. a de sérieuses
chances d'entrer au Conseil général.

YONNE : Michel DARLOT mène à
Saint-Florentin une rude bataille contre le
candidat indépendant soutenu par le mini-
stre Chamant.

☐ République fédérale

Cette Allemagne qui bouge

Jean-Marie Vincent

On s'est habitué à considérer l'Allemagne de l'Ouest comme le pays du miracle économique et du conservatisme. Mais il semble bien maintenant que ces jugements doivent être quelque peu corrigés au vu de la situation présente.

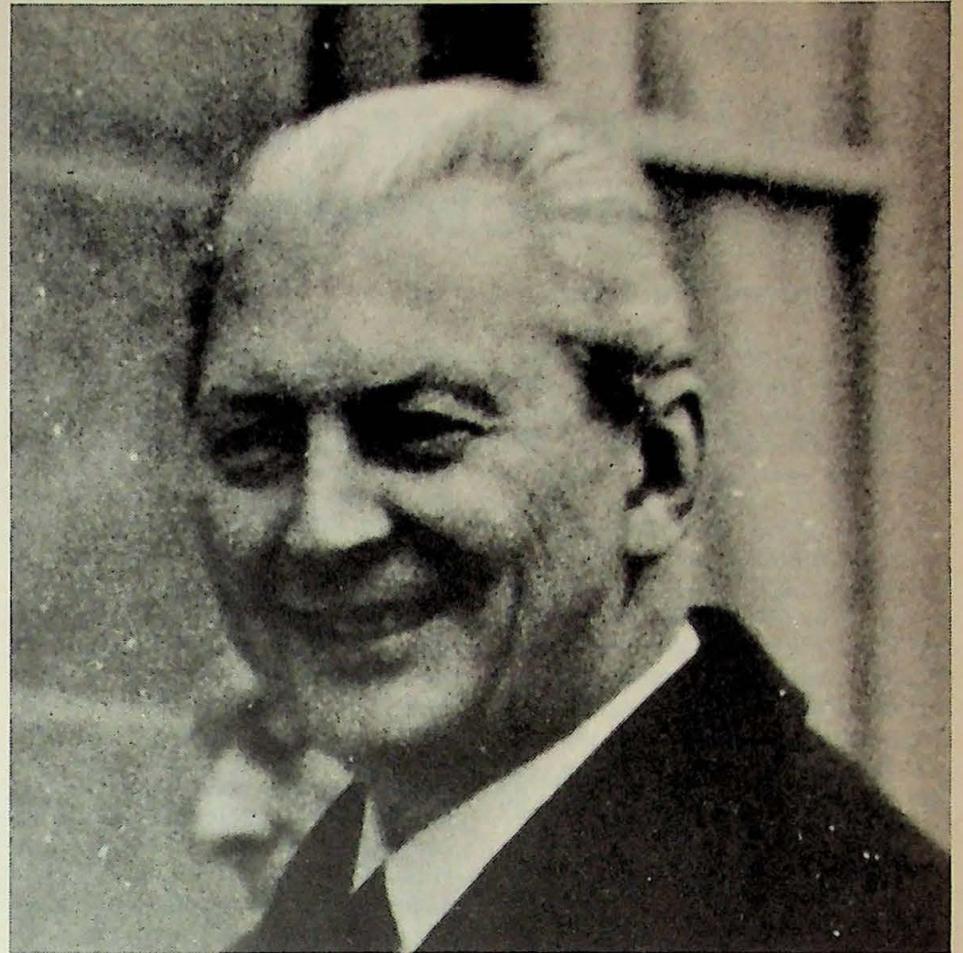
D'abord, l'économie allemande traverse une période de difficultés graves et sans précédent depuis 1948. La production industrielle a baissé dans de nombreuses branches et au début de l'été 1967 était inférieure de 7 % à celle de 1966. Les faillites sont nombreuses, particulièrement dans le bâtiment et la métallurgie où elles n'atteignent pas seulement les petites entreprises retardataires. Les licenciements, le chômage sont maintenant monnaie courante; beaucoup de travailleurs étrangers (Turcs, Grecs, Espagnols, etc.) ont déjà dû regagner leur pays d'origine, mais s'ils sont les premiers atteints, ils ne sont pas les seuls. Le chômage devient aussi un problème angoissant pour les jeunes, pour les femmes et les travailleurs âgés de nationalité allemande. Cette situation, largement due à l'incohérence de la politique économique du gouvernement Erhard et à l'orientation déflationniste suivie pendant longtemps par la Banque fédérale, est à l'origine d'un climat politique et social nouveau. Dans de nombreux milieux, la

croissance dans la capacité de l'économie de marché d'affronter tous les problèmes économiques est sérieusement ébranlée. Les milieux gouvernementaux découvrent les vertus du keynésisme et la classe ouvrière commence à manifester un scepticisme de plus en plus grand quant aux possibilités du régime capitaliste. Même si peu de gens craignent une crise économique aussi catastrophique que celle de 1929, le charme est rompu : les couplets sur la libre entreprise ne sont plus très convaincants.

Un charme rompu

Dans le mouvement syndical, surtout dans son aile gauche, on sait que la période des vaches grasses est terminée. L'activité revendicative devient plus difficile à cause de la pression du chômage et de la volonté très nette du patronat de profiter de la conjoncture. La bataille s'annonce difficile, parce que les militants syndicalistes ont à affronter non seulement les entrepreneurs, mais aussi un gouvernement beaucoup plus interventionniste. L'« économie concertée », propagée par le ministre social-démocrate de l'Économie Schiller, est à l'ordre du jour et s'inscrit dans une orientation générale d'intégration des syndicats. Le tout est d'ailleurs complété par la préparation de lois sur l'état d'urgence qui permettraient au gouvernement de museler complètement les syndicats.

Beaucoup de dirigeants syndicaux sentent que dans un tel contexte il faut définir une nouvelle stratégie et plus particulièrement agir au niveau politique, mais précisément l'entrée de la social-démocratie au gouvernement aux côtés de la démocratie chrétienne impose de définir l'action politique en termes non traditionnels. La social-démocratie ne se fait plus aussi facilement qu'avant l'écho des revendications syndicales quand elle ne s'y oppose pas directement. Aussi certains milieux syndicaux ont-ils été entraînés à donner leur appui à des activités politiques extra-parlementaires tel le congrès « État d'urgence pour la démocratie » qui combat les lois sur l'état d'urgence. Les militants syndicaux, membres du parti social-démocrate envisagent par ailleurs la formation d'une aile ouvrière au sein du parti pour s'opposer à sa politique officielle. Tout cela explique que la cohabitation entre social-démocratie et démocra-



Kiesinger : Le « miracle allemand » a vécu...

A.D.N.P.

tie chrétienne ne soit pas aussi idyllique que pouvaient le croire les Wehner et les Brandt. La pression syndicale, qui elle-même reflète le mécontentement des travailleurs oblige certains sociaux-démocrates à faire pression sur leurs représentants au gouvernement. Certes, il est tout à fait illusoire d'attendre un renversement de la tendance dominante au sein de la social-démocratie, mais il n'est pas impossible qu'un fort courant de gauche se dessine à l'intérieur et à l'extérieur de la social-démocratie.

La révolte intellectuelle

Cette évolution encore hésitante mais prometteuse du monde ouvrier donne toute son importance au mouvement de révolte des étudiants et d'une grande partie des intellectuels allemands contre le conservatisme social et culturel de la République fédérale. Les écrivains, les artistes, sont particulièrement sensibles à l'atmosphère de conformisme autoritaire imposée à toute la société par la domination adenauerienne et par les débordements de l'anti-communisme. Les étudiants, quant à eux, s'ils participent du même malaise, sont aussi atteints par la crise de l'université (encadrement, programmes, méthodes pédagogiques, moyens matériels) et par les tentatives du pouvoir de créer une université plus adaptée aux besoins d'un capitalisme moderne. Leurs réactions sont par suite plus directes et leur rébellion plus concrète. A l'heure actuelle, surtout après les événements de juin dernier, les étudiants avec à leur tête le S.D.S. (Union des étu-

dants socialistes), sont effectivement devenus une force non négligeable de contestation de l'ordre établi en République fédérale. La presse a, certes, monté en épingle des phénomènes comme « les communes » de Berlin (où des garçons et filles vivent en communautés sexuelles), mais cela ne peut cacher que la majorité des étudiants politisés se jette avec passion dans l'étude du marxisme non stalinien, cherche le contact avec les syndicalistes et rejette les tabous (de politique extérieure par exemple). De façon significative, les étudiants sont devenus les principaux adversaires de l'agression américaine au Vietnam et à travers cette action commencent à ébranler l'anti-communisme ambiant.

Il reste bien entendu que ces développements sont fragiles. Le mouvement ouvrier commence seulement à se réveiller d'une longue léthargie et l'impatience compréhensible des étudiants risque de les amener à des actions inconsidérées qui les couperaient du mouvement syndical. C'est d'ailleurs là-dessus que comptent les milieux dirigeants social-démocrates ou démocrates chrétiens pour faire face au « nouveau danger ». C'est pourquoi le mouvement socialiste en France et en Europe doit suivre avec attention ce qui se passe en ce moment en Allemagne et ne pas ménager sa peine pour entretenir des contacts avec la nouvelle gauche socialiste qui est en train de naître. Il est temps de laisser tomber les vieux schémas sur l'Allemagne éternelle pour apprendre à connaître l'Allemagne réelle telle qu'elle se manifeste dans sa partie occidentale. ☐

responsable politique
êtes-vous

BIEN ÉQUIPÉ ?

L'homme d'aujourd'hui est sollicité sans cesse par des messages d'information, de propagande ou de publicité, qui s'appuient sur les derniers progrès techniques de duplication. De son côté l'information syndicale, pour atteindre son but, a besoin d'un équipement moderne, rapide et sûr. A l'intention des responsables, Gestetner a mis au point une ample documentation, véritable tour d'horizon des procédés modernes de duplication, stencil et offset. Les méthodes, les matériels, leurs rendements, leurs applications y sont clairement confrontés. D'utiles conseils sont également inclus pour l'établissement des documents et pour la gravure des stencils ou plaques. Demandez le Cahier n° 337 à GESTETNER, 71, rue Camille Groult, 94 - VITRY. Tél. 482.47.85.

Venez voir Gestetner au
SICOB - Façade Perronet -
Niveau 2 - Zone B - Stand 281.

Théâtre

Le Living : traitement par l'électrochoc

Emmanuelle Stein

Il y a vingt ans, Julian Beck fondait aux États-Unis, avec sa compagne Judith Malina, la troupe du *Living Theatre*. Julian Beck sait ce qu'il en coûte de refuser de s'intégrer dans « l'American Way of life ». Son refus obstiné d'adhérer au tout-puissant Système, il l'a payé de la prison, puis de l'exil. Depuis ce temps, le *Living Theatre* trimbale par le monde, à bord d'un vieil autobus de fortune, sa « roulotte ».

Troupe errante, composée de vingt Américains (dont deux Noirs), onze Européens et deux Australiens, qui ont rejoint le « Living » au cours de ses tournées vagabondes.

Aujourd'hui, c'est Arlette Reinerg, directrice du Théâtre 347, qui accueille le *Living Theatre* à Paris. Les « *Mysteries and smaller pieces* », que l'on avait pu voir déjà l'an dernier dans le cadre du Théâtre des Nations, s'apparentent à une suite d'exercices scéniques à base d'improvisation.

Il n'est pas commode d'approcher les gens du *Living Theatre*. La publicité, la presse, tout ce qui fait peu ou prou partie du Star-System, ne leur inspire qu'une indifférence voisine du mépris. Je trouve Julian Beck en train de discuter l'éclairage d'une scène avec un grand barbu coiffé d'un large feutre cabossé, comme en portaient autrefois les traîtres de mélodrames. Il se retourne, sourit.

Visage étrange, ascétique, au regard aigu. La peau blême est piquetée de taches de son. Une semi-calvitie agrandit encore ce front que barrent des sourcils impérieux. L'air d'un mage. Il parle très vite, en homme pour qui le temps est précieux, chaque minute qui le distraît de son travail paraît une minute perdue.

— Etes-vous content du public parisien ?

— Ma foi, oui. L'essentiel pour nous est que le public réagisse. Bien ou mal, peu importe. Quoi qu'en pensent certains, nous ne recherchons pas la provocation systématique et gratuite. Ce qui nous intéresse, c'est de toucher « la corde sensible », que les gens se sentent remués, qu'ils se posent des questions. Furieux ou contents, c'est la preuve qu'ils nous « reçoivent ».

— Avez-vous essayé des réactions hostiles ?

— Pas vraiment. Curieuses parfois. Les discussions sont assez fréquentes dans la salle. Il est arrivé que des spectateurs s'empoignent au

beau milieu du spectacle, à propos de la pièce. Une autre fois, des spectateurs terrifiés ont appelé Police Secours. (C'était dans la scène finale, quand les acteurs rampent au milieu de la salle en râlant et en mimant les spasmes de l'agonie.) Peu de gens supportent avec sérénité d'être confrontés avec l'image de la mort. Ils refusent de la considérer comme une chose naturelle. Pour la plupart, elle reste une idée obscène, un sujet de scandale. Pourtant, ils savent que tôt ou tard... Alors, pour se rassurer, ils se donnent des gadgets, tout l'attirail du confort, des babioles... Les réactions du public sont d'ailleurs variables d'un soir à l'autre, d'une ville à l'autre. A Berlin, lors de cette même scène, des spectateurs gagnés par une hystérie collective sont montés sur la scène en hurlant. Ce fut un prodigieux happening.

Ainsi, le théâtre peut agir quelquefois comme un révélateur. C'est alors qu'il atteint l'accomplissement suprême. On rejoint là les théories d'Artaud.

— Quelle est votre méthode de travail ?

— Vous savez, nous formons une communauté (visiblement il aime ce mot qui reviendra souvent au cours de la conversation) non seulement dans le travail mais dans la vie. Nous partageons tout : l'argent, la nourriture, les idées... Chacun apporte des suggestions, qu'on discute en commun. Ce sont ces confrontations quotidiennes d'idées, ce frottement perpétuel des uns aux autres qui forment la base de notre travail. Ainsi, « *Mysteries and smaller pieces* » est une œuvre collective où chacun de nous a apporté quelque chose.

— Comptez-vous retourner un jour aux U.S.A. ?

— Nous y retournerons certainement, mais pas pour y demeurer. Pour y jouer seulement, comme ailleurs, un certain nombre de semaines. Nous avons déjà parcouru une bonne partie des pays d'Europe, sauf les pays de l'Est.

— Pourquoi ?

— (Sourire.) Parce qu'on ne nous y a pas encore invités. Par exemple, Anna Weigel (veuve de B. Brecht) a remué ciel et terre pour nous faire venir. En vain. Mais de Paris, nous allons en Yougoslavie, où nous jouerons *l'Antigone* de Brecht. Cela nous intéresse beaucoup.

— Et les pays du tiers monde, l'Afrique, l'Asie ?

— Nous comptons bien y aller aussi. Cela fait partie des projets futurs. Nous irons là où l'on nous invitera. Ce que nous désirons, c'est dé-



Des Américains bien tranquilles.

barrasser le théâtre de tout le décorum factice qui l'encombre et le défigure : les places trop chères, les taxes, etc. Depuis longtemps, je caresse le rêve de jouer dans les rues, voir venir librement à nous les gens quels qu'ils soient. Mais cela, dit J. Beck avec un petit rire, nous n'en avons pas encore eu le courage. J'espère pourtant que nous y arriverons !

— Ne craignez-vous pas qu'un public non averti ne risque d'être dérouté par des formes nouvelles pour lui d'un théâtre auquel il n'est pas préparé ?

— Non, ce n'est pas une question de culture théâtrale, mais de sensibilité. Un être stupide peut rester buté. Mais lorsqu'il s'agit d'un homme inculte à l'esprit ouvert, il n'y a pas de problème. Ce n'est pas nécessairement chez les gens peu instruits qu'on rencontre le plus de préjugés, bien au contraire. D'ailleurs, nous avons l'intention d'inclure des pièces gaies à notre futur répertoire, ce qui nous a un peu manqué jusqu'ici. Un théâtre sans la comédie est un théâtre incomplet.

— Dans « *Mysteries* », vous faites allusion à la guerre au Vietnam. Pensez-vous qu'aujourd'hui le théâtre puisse avoir encore une influence efficace dans ces domaines « réservés », politique et social ?

— Si nous réussissons tant soit peu, par les modestes moyens de notre profession à susciter chez le spectateur une prise de conscience, personnelle et sociale, alors nous n'aurons pas œuvré en vain. Ce qu'il faut, c'est empêcher les hommes de s'endormir. Le théâtre ne doit pas être un opium pour le peuple.

Beck sourit, quelqu'un lui fait signe, le travail l'appelle. Il se lève, son pantalon est élimé, comme celui de beaucoup de ses compagnons.

Qui entre au *Living Theatre* fait vœu de pauvreté, comme dans les Ordres. Ce n'est pas la misère suspecte et exhibitionniste des beatniks bruyants, mais une pauvreté choisie librement en toute lucidité, et joyeusement assumée, avec simplicité et humilité.

Les acteurs du *Living Theatre* ne perdent pas leur temps à refaire le monde par de vains discours. Le travail les occupe, les absorbe entièrement, et aussi la hantise du perfectionnement perpétuel. La maturité acquise par ce travail conscient et opiniâtre suffirait à marquer toute la distance qui les sépare de ces beatniks avec lesquels certains se hâtent un peu vite de les confondre. Jouer dans les rues. Retrouver dans le bain lustral de l'anonymat le sens de la communauté, le goût d'une vie errante mais libre, le secret du théâtre à l'état pur, telles les confréries du Moyen Age, ces errants sans autres feux ni lieux, que les tréteaux de bois qu'on dresse sur une place publique.

Le « *Living* », c'est une grande famille composée de jeunes garçons et filles de bonne volonté, venus d'un peu tous les horizons, qui ont abandonné sans regret pays, famille, sécurité, confort. On peut certes ne pas aimer ce qu'ils font, discuter leurs conceptions ou leurs méthodes d'application, mais on ne peut pas ne pas saluer leur courage, leur foi et leur ferveur désintéressés. Ils sont les ambassadeurs clandestins du pays actuellement le plus détesté du monde, et si nous conservons encore envers et contre tout un peu de foi et d'espérance dans cette Amérique-là, c'est grâce justement à ses enfants qu'elle a reniés, ceux du *Living Theatre* et quelques autres. □



Le monde à toute vitesse

Variétés

To Beatles or not to Beatles

Marc Echeverry

Il y a quatre. Leurs apparitions déclenchent émeute et hystérie tandis que leurs déclarations sur la drogue ou la religion suscitent le scandale. Les Beatles, recordmen mondiaux de la vente du disque de variété, comptent parmi les meilleurs pourvoyeurs d'une Grande-Bretagne économiquement essoufflée. La famille royale ne les ignore pas et bientôt ces fils de petits salariés liverpooliens s'honoreront d'un titre nobiliaire.

De grands garçons déçus.

Sont-ils comme on l'a dit, un ensemble pop, parmi d'autres, que l'astuce d'un impresario a hissé à la réputation mondiale ? Ou répondent-ils, mieux que d'autres, aux besoins d'une jeunesse désaxée, dont ils seraient les idoles, types, symboles d'une Angleterre chancelante ?

L'altération vestimentaire traduit-elle un désarroi croissant devant l'effondrement de valeurs, d'abord tournées en dérision, puis piétinées avec une allégresse amère ?

Leurs rares déclarations à la presse anglo-saxonne témoignent d'un malaise et d'une volonté d'évasion, qui s'affirment aussi nettement dans leurs deux films. Les Beatles ne sont pas des jeunes gens en colère, mais de grands enfants déçus. Le monde entrevu à toute vitesse n'a pas permis à ces jeunes gens de devenir de « véritables Beatles », c'est-à-dire d'être fondamentalement différents des jeunes de Liverpool. Plus riches et plus désabusés, mais au fond semblables,

malgré la légende qui les a un instant éblouis.

Des tentatives successives et parfois simultanées qui s'appellent la drogue, l'Inde et le disque, le L.S.D. ne semble pas leur avoir apporté de révélation essentielle en dehors de la disparition de leur impresario, mort à 32 ans d'un accident de parcours à l'occasion d'un « voyage » dans les espaces intérieurs.

Leur dernier disque « Sergeant Pepper's lonely hearts club band » (*) témoigne d'une conquête dans le domaine des rythmes et des sonorités ainsi que d'un renouvellement thématique et mélodique. Il reprend et approfondit les acquisitions du précédent « Revolver » (*) à propos duquel on pouvait déjà parler de la rencontre inattendue du jerk et du rappa. Si dans « Sergeant Pepper » un seul morceau se souvient des leçons du virtuose hindou Ravi Shankar, l'ensemble du disque représente un exceptionnel travail d'élaboration sonore avec l'adjonction d'instruments nouveaux (cordes, harpe, orgue) et l'utilisation de bandes sonores qui introduisent dans le monde des variétés l'univers de Xenakis et de Beethoven. En outre, les textes font apparaître un sens étrange de la poésie où se conjuguent les influences de Tagore, de Lewis Carroll et du surréalisme. Rien de semblable dans la chanson française !

Sergeant Pepper est sans doute le premier disque de variétés qui se suffise à lui-même. Il forme un cycle, diraient les musicologues, bénéficiant d'une mise en onde qui rend super-

flue toute présentation scénique. Les Beatles veulent explorer sérieusement cette voie puisqu'ils ont décidé de renoncer à leurs tournées et à leurs apparitions publiques pour se consacrer exclusivement au disque et à la composition.

Il est sûr qu'en prenant leurs dis-

ances, ils servent leur mythologie. La tour d'ivoire après le bain de foule, contribuera peut-être à faire renoncer les actions « Beatles » que la bourse de Londres cotait assez bas depuis la mort de Brian Epstein. □

(*) Disques Odéon - 30 cm.

Concert

Aspects de la musique moderne

Bernard Sizaïre

La musique est en retard sur les autres moyens d'expression. Les compositeurs d'aujourd'hui abordent un domaine que les poètes, les peintres et les romanciers explorent depuis longtemps déjà. Malgré le décalage qui subsiste encore entre ces différents arts, il n'était pas mauvais d'organiser un concert de musique contemporaine dans le cadre d'une exposition des « Tendances de la peinture moderne ». Il est certain qu'il existe entre musique et peinture, entre couleur et son des correspondances que les auditeurs du T.E.P. ont plus ou moins clairement perçues. Il est évident aussi, qu'en refusant l'anecdote et les séductions faciles, musique et peinture modernes exigent un effort d'attention que les consommateurs d'aujourd'hui ne sont pas toujours prêts à fournir.

Le programme ambitieux allant de Webern à une œuvre récente du jeune musicien Jean-Pierre Guézec fut accueilli favorablement par un public où ne semblait pas dominer l'élément populaire, malgré la vocation de la maison.

Diégo Masson, à la tête de l'ensemble « Musique vivante » où voisi-

ment d'excellents solistes, a dirigé avec une précision « quasi boulezienne » les Intégrales d'Edgar Varèse. La violence immédiate de cette musique généreuse a incontestablement fait mouche.

Les « Textures enchaînées » de Guézec, malgré leur qualité, ont souffert de ce puissant voisinage. Quant à Xenakis il manie plus aisément les grandes masses sonores que le petit orchestre. Atras, d'abord intéressant à suivre comme une tentative d'organisation des bruits de notre monde industriel reproduits par des instruments classiques, a finalement donné une impression de piétinement.

Le concert s'achevait par les Cinq Pièces opus 10 de Webern. L'art de Webern y apparaît dans toute sa subtile concision. C'est un extraordinaire phénomène de distillation sonore auquel il est difficile de rester insensible. Œuvres d'une extrême densité, à la limite de l'abstraction totale et du silence, elles exercent une étrange et forte séduction qui les situe malgré leur brièveté parmi les textes majeurs de la musique contemporaine. □

A lire

TIERS MONDE :

René Battistini : « L'Afrique Australe et Madagascar » PUF, 230 p., 18 F.

A l'heure actuelle c'est le secteur austral et oriental de l'Afrique qui concentre l'actualité, comme en témoignent les récents engagements de guérilleros en Rhodésie. Le livre de Battistini, essentiellement de géographie économique nous permet de mieux connaître l'Afrique du Sud, la Rhodésie, la Zambie, le Malawi, l'Afrique Orientale portugaise. A quoi il convient d'ajouter pour nous Français une excellente mise au point des renseignements concernant Madagascar et la Réunion.

Tarzie Vittachi : « La chute de Sukarno » - Gallimard, 238 p., 12 F.

Parmi les drames dont le tiers monde a été la victime depuis quelques années, le (ou les) coup d'état indonésien constitue assurément l'un des plus graves en même temps que l'un des moins divulgués aux yeux de l'opinion publique. L'ouvrage de Vittachi, journaliste britannique spécialiste de ces questions, apporte une première brèche dans le mur d'un silence consternant.

Th. Munzer et G. Laplace : « L'Afrique recolonisée » - Cahiers du CES, 5 F.

On est loin d'approuver toutes les thèses des auteurs, d'autant qu'une partie importante de cette brochure n'est que la reprise d'un texte plus ancien. Néanmoins l'objectif poursuivi que symbolise le titre nous paraît mettre l'accent sur la réalité de ce qui se déroule présentement en Afrique, ce que le verbe des uns ou le romantisme des autres tendent souvent à dissimuler.

EUROPE :

René Clozier : « Géographie de la France » - Que sais-je ?, 126 pages.

A l'heure où l'aménagement du territoire et l'animation régionale retiennent de plus en plus attention, ce petit opuscule fait le point des connaissances en matière de géographie physique et humaine. Pour brève qu'elle soit la lecture sera utile en actualisant ce qui n'est souvent plus que souvenirs de classes primaires ou secondaires.

Henry Pelling : « Histoire du syndicalisme britannique » - Seuil, coll. P., 316 p.

Quels sont ces « trade-unions » qui viennent de dresser un verdict sévère de la politique économique et internationale du gouvernement Wilson ? L'ouvrage de Pelling aide à répondre à la question ; malheureusement, surtout axée sur l'histoire, cette étude s'arrête à 1960-1962, ce qui laisse de côté les années récentes auxquelles le militant attache évidemment un grand intérêt. Hormis cette réserve, le Pelling comble des ignorances et des approximations.



Editorial

En toute clarté

Christian Guerche

Tout aura été fait par le gouvernement pour enlever aux élections cantonales l'essentiel de leur portée. Silence de la Télévision et de la Radio, discrétion de la grande presse officieuse, présentation des candidats officiels sous de multiples étiquettes destinées à égayer l'opinion.

Le gouvernement espère ainsi cacher la faiblesse de l'implantation locale de la majorité, ainsi que les multiples accords qu'elle a passés avec les centristes, dans l'espoir vain de sauver les meubles.

Il espère surtout qu'un nombre important d'abstentions enlèvera une partie de sa signification au scrutin. Aussi ne manque-t-il pas d'insister sur le caractère administratif de ces élections, leur aspect local, et la traditionnelle stabilité des Conseils Généraux.

Il appartient à la gauche dans son ensemble, de changer le cours de ce scénario, qui n'a guère le mérite de la nouveauté, et qui rappelle les arguments de la droite traditionnelle et des notables de la III^e et de la IV^e République.

Il est vrai que les choses auraient été plus claires si, au lieu de différencier curieusement les scrutins, tout le monde — à gauche — s'en était tenu à l'esprit des accords qui avaient été signés entre le P.C.F., la

F.G.D.S., et le P.S.U., et qui prévoyaient le désistement systématique à gauche, et à gauche seulement. Nous le disons tout net, en réintroduisant une notion de républicains de progrès — encore évoquée lundi par René Billères — en favorisant dans maints endroits des candidatures centristes, en refusant d'appliquer partout la discipline de gauche au deuxième tour, la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste, ou du moins certaines des familles qui la composent, a pris des responsabilités graves.

Répetons-le encore une fois, sans un système d'alliances clair, et sans un programme commun, la gauche non seulement ne gagnera pas la bataille de l'après-gaullisme, mais risque même de perdre rapidement le terrain qu'elle a gagné depuis les élections présidentielles.

Et comment, de ce point de vue, ne pas s'inquiéter des silences, des réticences et des habiletés de René Billères, ce lundi soir à la télévision. Maintenir le dialogue, pour le dialogue, entre les forces de gauche, et notamment avec les communistes, sans laisser espérer qu'il aboutira à un programme de gouvernement, ce n'est pas aider à solidifier l'unité de la gauche.

Certes, on comprend parfaitement que des divergences subsistent. Nous nous sommes suffisamment pronon-

cés pour que la discussion du programme commun aille au fond des choses, pour songer à nous étonner ou nous scandaliser de l'aveu de telles divergences. Mais précisément elles n'étaient pas nettement signalées, sauf il est vrai par la profession de foi atlantique, qui contrastait fâcheusement dans la bouche du vice-président de la F.G.D.S., quelques jours après les propos tenus sur le même sujet par son président.

Nous ne songerions pas non plus à nous inquiéter outre mesure des propos et des ouvertures faites ici et là à Giscard d'Estaing, si précisément leur concordance ne terminait par créer un malaise. Une chose est de constater les craquements dans la majorité. Autre chose est d'envisager une alliance même « objective » avec le chef des républicains indépendants. Cette démarche est au surplus dérisoire. L'intérêt évident de Giscard d'Estaing est de se tailler une place de plus en plus grande au sein de la majorité. C'est ce que le dernier numéro de *France Moderne* exprime quand il titre : « Dès aujourd'hui la majorité est derrière Giscard ».

Mais à répéter avec obstination que l'attitude présente de Giscard d'Estaing est positive, on risque de donner à l'homme qui a le plus contribué à réaliser une politique économique et sociale délibérément réactionnaire, un aura démocratique qu'il ne mérite à aucun titre.

Ces jeux sont dangereux et ne semblent pas tenir compte d'un passé récent. Voudrait-on revenir au Cartel des Non? Et quels en seraient les partenaires?

En vérité, une telle attitude ne nous paraît nullement correspondre aux nécessités du moment.

Dans les multiples réunions qui se tiennent à l'occasion des élections cantonales, nos candidats ont constaté à quel point la situation sociale, et en premier lieu les problèmes de l'emploi, inquiètent nos concitoyens.

Ils ont mesuré la situation dramatique dans laquelle se trouvent certains secteurs de notre agriculture.

Ils savent à quel point toutes nos structures administratives doivent être changées, si l'on veut en finir avec le sous-développement de certaines régions, et fonder une véritable politique de l'aménagement du territoire sur des bases démocratiques.

Ils ont ressenti un mécontentement profond de la population envers toute la politique économique et sociale du gouvernement.

Le budget présenté par Michel Debré ne répond en aucune manière à ces problèmes, comme l'a démontré dès le début des discussions en Commission, Pierre Mendès France.

La gauche, toute la gauche, doit d'abord se préoccuper de ces questions au lieu de s'interroger sur les démarches tactiques de Giscard d'Estaing.

La gauche, toute la gauche, se doit de multiplier ses efforts pour préparer un programme commun, qui tienne compte des besoins réels de notre pays, et prépare la voie vers le socialisme.

Le P.S.U. pour sa part entend prendre la place qui lui revient dans ces discussions et dans ces combats, et contribuer ainsi aux victoires qui seront communes ou ne seront pas. □

VOTEZ P. S. U.